

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTES DU MAIRE****Réglementation de la circulation et du stationnement  
RD68 - Avenue du Puy de Dôme,  
Entre le rond-point du Breuil et le lieu-dit « Pont des  
Soupirs»  
L'ENTREPRISE ELECTRIQUE****Le Maire de Royat,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5,

**VU** le Code de la Route, et notamment les articles L.325-1 et R.417-10, II (10°),

**VU** le Code Pénal, et notamment l'article R.610-5,

**VU** l'arrêté ministériel du 26 mars 1985 relatif à l'homologation des feux temporaires mobiles de circulation temporaires,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992-modifié,

**VU** la DM-2025/108 du 29 septembre 2025,

**VU** la demande d'arrêt, présentée le 27 avril 2026 de l'Entreprise Electrique (TSA 70011 Chez Sogelink 63134 Dardilly Cedex) et par laquelle elle sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public au droit de l'avenue du Puy-de-Dôme, entre le rond-point du Breuil et le lieu-dit « Pont Des Soupirs, à compter du 30 avril 2026, pour des travaux d'effacement des réseaux Enedis & Orange, et de l'éclairage public.

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Du 30 avril 2026 jusqu'au 28 juin 2026, l'Entreprise Electrique est autorisée, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public, sur les axes : avenue du Puy-de-Dôme, entre le rond-point du Breuil et le lieu-dit « Pont Des Soupirs ».

**Article 2 :** Afin de permettre l'intervention ci-dessus désignée et d'assurer la sécurité :

**Sur l'ensemble des voies suivant l'évolution du chantier :****2-1°/ Prescriptions :**

- Piétons interdits dans l'emprise chantier ;
- Route barrée sauf riverain avec pose de panneau type B1 (et ou) à défaut suivant l'évolution des travaux, une mise en place d'un alternat par feu de signalisation ou manuelle, à l'initiative de l'entreprise, ;
- Arrêt et Stationnement interdits au droit du chantier avec pose de panneaux type B6A1, avec le présent arrêté affiché 96 heures avant le début des travaux ;
- Mise en place de signalisation de chantier de jour comme de nuit, avec présignalisation 150 mètres avant le début des travaux ;

**2-2°/ Déviation de la circulation des piétons**

L'entreprise pétitionnaire installera une signalétique indiquant aux piétons de passer en face.

**Article 3 : Occupation du domaine public**

- Une facturation sera effectuée conformément à la DM-2025/108 du 29/09/2025 :

Néant

**Article 4 :** L'accès aux propriétés riveraines par leur propriétaire sera intégralement conservé, dans la mesure du possible, en fonction des impératifs de sécurité.

L'intervenant sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait de l'exécution des travaux qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute.

**Article 5 :** La signalisation de restriction au stationnement et à la circulation et sera conforme aux prescriptions définies par l'arrêté ministériel du 26 mars 1985 et à l'instruction interministérielle temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité de l'Entreprise Electrique qui informera les riverains 96 heures avant le début des travaux.

Le prêt de panneaux de signalisation **sur rendez vous ( 04/73/35/73/17 )** est possible par le Centre Technique Municipal de Royat (rue Jean Grand – 63130 ROYAT) contre présentation dudit arrêté et contre remise d'un chèque de caution de **80€ par panneaux**.

**Article 6 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :** Ampliation du présent arrêté à :

- [L'Entreprise Electrique](#)
- [Pôle Technique Cam Beaumont](#)
- [Madame la Responsable de la Direction de l'Aménagement du Territoire](#)
- [Services Techniques de Royat](#)
- [Police Municipale de Royat](#)
- [Service Communication de Royat](#)
- [Service Comptabilité pour facturation](#)

Fait à Royat, le 28/04/2026

**Le Maire,  
Hugo FRANCK**



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.